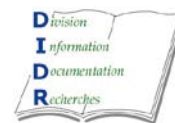


BANGLADESH



10 mai 2019



La répression des publications et des médias sur le web

Avertissement

Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.

Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [cf. https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.

Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

1. Les évolutions de l' <i>Information and Communication Technology (ICT) Act</i> et de la section 57	3
1.1. L' <i>ICT Act</i> et la section 57.....	3
1.2. Le <i>Digital Security Bill Act</i> remplace l' <i>ICT Act</i> , depuis 2018.....	4
2. Les personnes suivies sous le fondement de la section 57 de l' <i>ICT Act</i> et du <i>Digital Security Act Bill</i>	5
2.1. Un nombre d'arrestations croissant	5
2.2. Des exemples d'individus poursuivis sur le fondement de la section 57 de l' <i>ICT Act</i> et du <i>Digital Security Bill Act</i>	6
Bibliographie.....	10

_Toc8378825

Résumé : Créé en 2006, puis amendé en 2013 et remplacé par le *Digital Security Act* en 2018, la section 57 de l'*Information and Communication Technology (ICT) Act* a donné la possibilité aux autorités bangladaises d'effectuer un contrôle strict des publications sur le web. L'objectif initial de lutter contre les cybermenaces a ensuite été réorienté pour censurer et arrêter des individus les plus critiques envers le gouvernement, en particulier les journalistes et les opposants politiques.

Abstract : Having been created in 2006, amended in 2013 and substituted by the *Digital Security Act* in 2018, the section 57 of the *Information and Communication Technology (ICT) Act* allows Bangladesi authorities for monitoring web posting. Initially created to face cyber threats, the *ICT Act* has becoming, for a few years, a tool of oppression to fight criticisms of the government, mainly against journalists and political opponents.

Nota : La traduction des sources en anglais et bengali est assurée par la DIDR.

_Toc8378832

1. Les évolutions de l'*Information and Communication Technology (ICT) Act* et de la section 57

1.1. L'*ICT Act* et la section 57

Afin de lutter contre les cybermenaces visant sa « sécurité nationale »¹ en 2006, le Parlement, alors dominé par la coalition du Parti nationaliste du Bangladesh (*Bangladesh Nationalist Party*, BNP) et de l'Assemblée islamique du Bangladesh (*Jamaat-e-Islami*, JI) au pouvoir, a adopté l'*Information and Communication Technology Act*². Sa section 57 dispose que :

« Quiconque publie ou transmet délibérément sur un site web ou sous une forme électronique un quelconque matériel faux ou obscène dans le but d'altérer ou de corrompre des individus, de permettre à autrui de lire, voir ou écouter le sujet contenu dans ce matériel, dans le but d'atteindre à la loi ou à l'ordre, de porter préjudice à l'image de l'Etat, à des individus ou des causes qui peuvent atteindre à la croyance religieuse ou de fomenter contre tout individu ou toute association, alors cette activité sera perçue comme un délit ».³

Le contrevenant est sanctionné par une peine d'emprisonnement maximale de 10 ans et une amende pouvant s'élever jusqu'à 10 millions de taka (environ 100 000€)⁴. Conformément aux dispositions procédurales, les forces de police doivent enregistrer une plainte et solliciter le juge pour entamer des poursuites avant d'arrêter les présumés coupables de crimes liés aux articles de l'*ICT Act*⁵.

Amendé en 2013, l'*ICT Act* prévoit, dans le cadre de l'application de la section 57, l'extension des peines d'emprisonnement entre 7 et 14 ans et donne la possibilité aux policiers d'arrêter les suspects sans l'amont d'une instance judiciaire, à la suite d'un simple dépôt de plainte⁶. De plus, l'accusé ne peut désormais plus être libéré sous caution⁷. Un « cyber tribunal » a été créé à cette occasion, il est chargé de juger l'accusé, après avoir reçu un rapport de police⁸. Néanmoins, ce tribunal demeure sous le contrôle de la Haute Cour, qui peut acquitter les personnes condamnées en première instance⁹. D'ailleurs, une pétition a été lancée par des magistrats de la Haute Cour pour dénoncer la non constitutionnalité de l'article 57 de l'*ICT Act*¹⁰.

Selon plusieurs médias et organisations non-gouvernementales (ONG), les définitions des termes contenus dans l'*ICT Act* sont floues¹¹. Sont également critiqués les pleins pouvoirs concédés aux forces de l'ordre, et à l'interprétation des délits visés. L'*ICT Act* est

¹ Bangladesh National Parliament, *ICT Act 2006*, octobre 2006

² Ain o Salish Kendra, *ICT (Amendment) Act, 2013 : Right to Information and Freedom of Expression under Threat*, 9 octobre 2013

³ *Op.cit.* Bangladesh National Parliament

⁴ *Ibid.*

⁵ *Ibid.*

⁶ Dr. Mohammad Mahbubur Rahman, *Amendment of section 57 of Information and Communication Technology Act: Legal Analysis*, 7 septembre 2013 ; *Op.cit.* Ain o Salish Kendra

⁷ *Ibid.*

⁸ *Op.cit.* Scroll.in

⁹ Abir Hossain Talukder, *Cyber Tribunal and Cyber Appellate Tribunal in Bangladesh*, 14 avril 2018

¹⁰ *The Daily Star*, « HC questions legality of Section 57 », 1^{er} septembre 2015 ; *Op.cit.* Scroll.in

¹¹ Mohammad Badruzzaman, *Controversial Issues of Section-57 of the ICT Act, 2006*

généralement perçu comme une arme de répression envers les journalistes et les activistes des droits de l'homme¹², en particulier pour des critiques envers le gouvernement¹³.

Le *Daily Sangram* (quotidien bangladais) indique également que les étudiants et les chercheurs peuvent faire face à des restrictions dans le cadre de leurs travaux¹⁴.

Plusieurs sources pointent la violation des engagements internationaux du Bangladesh, qui a ratifié le Pacte international relatif aux droits civils et politiques. L'article 19 y consacre les libertés d'opinion et d'expression¹⁵.

Faisant face aux critiques de nombreux membres de la société civile, les autorités concèdent que la loi peut être détournée et assurent qu'elles ont demandé aux forces de police d'étudier les dossiers au cas par cas avant de mettre en œuvre l'article 57¹⁶. Selon le *Dhaka Tribune* (quotidien bangladais), le parti au pouvoir, la Ligue Awami, aurait demandé à ses « hommes » d'être prudent et de consulter le parti avant de traiter un cas sous l'*ICT Act*, en particulier concernant les journalistes et les militants des droits de l'homme¹⁷.

En 2018, plusieurs sources ont mentionné la volonté du gouvernement de modifier les dispositions de certains articles, dont la section 57. Le ministre des Télécommunications, Mustafa Jabbar, assure que l'objectif de l'*ICT Act* est « d'assurer la sécurité du pays de la cybercriminalité et de protéger les vies et les richesses de la population »¹⁸.

1.2. Le *Digital Security Bill Act* remplace l'*ICT Act*, depuis 2018

Le *Digital Security Bill Act*, promulgué en octobre 2018, amende l'*ICT Act* et modifie des dispositions de la section 57. La promesse est faite aux journalistes qu'ils ne sont plus ciblés par ce nouveau cadre réglementaire. Néanmoins, l'article 57 de l'*ICT Act* est toujours présent dans le *Digital Security Bill Act*, divisé en plusieurs sous-parties, et, selon certaines sources, demeure une entrave à la liberté d'expression¹⁹.

L'article 21 du *Digital Security Bill Act* condamne les individus « utilisant les médias numériques pour mener une campagne de propagande contre la guerre de libération du Bangladesh, les connaissances relatives à la guerre de libération, du Père de la Nation, de l'hymne national ou du drapeau national » d'une peine maximale d'emprisonnement de 10 ans, de 10 millions de taka d'amende (environ 100 000€), et un emprisonnement à perpétuité en cas de récidive.

L'article 25(1b) dispose que quiconque « publie, propage ou permet la publication et la propagation de toute information avec l'intention de ternir l'image de la nation » est puni d'une peine maximale d'emprisonnement de 3 ans ou d'une peine d'emprisonnement comprise entre 5 et 10 ans en cas de récidive.

¹² *Daily Sangram*, « Regarding the political application of the Information and Communication Technology (ICT) (Amendment) Act, 2013 », (তথ্য ও যোগাযোগ প্রযুক্তি (আইসিটি) (সংশোধন) আইন, ২০১৩ এর রাজনৈতিক প্রয়োগ প্রসঙ্গে), 12/11/2013

¹³ International Commission of Jurists, *Briefing Paper on the amendments to the Bangladesh Information Communication Technology Act 2006*, novembre 2013

¹⁴ *Op.cit.* *Daily Sangram*

¹⁵ Nations-Unies, *Pacte international relatif aux droits civils et politiques*, 23 mars 1976

¹⁶ *Dhaka Tribune*, « The question of section 57 », 10 août 2018

¹⁷ *Ibid.*

¹⁸ *The Daily Star*, « Digital Security bill placed in JS amid concern », 10 avril 2018

¹⁹ *Dhaka Tribune*, « How Section 57 morphed into Digital Security Act provisions », 10 août 2018

L'article 28 prévoit la condamnation de « tout individu ou groupe, qui porte atteinte de manière intentionnelle aux dispositions religieuses, ou qui publie ou diffuse un contenu, sur n'importe quel site web dans un format électronique qui porte atteinte aux dispositions religieuses » à une peine maximale d'emprisonnement de 7 ans, ou une peine d'emprisonnement maximale de 10 ans en cas de récidive.

L'article 31 condamne « quiconque publie ou diffuse tout type de dossier sur un site web qui encourage l'hostilité, la haine ou l'adversité entre les individus, qui détruit l'harmonie collective ou crée le désordre et craint d'atteindre à la loi et à l'ordre » d'une peine maximale d'emprisonnement de 7 ans ou de 10 ans, en cas de récidive.

L'article 43(1d) autorise un officier de police, « qui a une raison d'estimer qu'un délit a été commis ou est en passe d'être commis », à « arrêter quiconque [...] a commis ou est suspecté d'avoir commis un délit selon cette loi », sans l'aval d'une autorité judiciaire.

2. Les personnes suivies sous le fondement de la section 57 de l'ICT Act et du Digital Security Act Bill

2.1. Un nombre d'arrestations croissant

Selon le *Dhaka Tribune*, **1 492 individus ont été arrêtés sous le fondement de l'ICT Act, entre 2012 et juin 2017**²⁰.

Selon plusieurs médias, **entre 700 et 748 individus ont été inculpés sur le fondement de la section 57**²¹, **représentant 60 % des individus poursuivis sur le fondement de l'ICT Act**²². 179 ont été relaxés et 490 font toujours l'objet d'une enquête, en août 2018²³.

Selon *The Independent*, ces vagues d'arrestations ont été graduelles : **3 individus ont été arrêtés en 2013, 233 en 2016 et 322 en 2017, sur le fondement de la section 57**.

Selon *Dhaka Reporters Unity* (DRU), dont le site web n'est plus accessible, 50 de ses membres auraient été poursuivis en vertu des dispositions de la section 57 de l'ICT Act depuis 2015²⁴.

Entre juillet 2017 et juin 2018, 125 individus ont été arrêtés, selon *Access Now*²⁵. Selon le *Daily Star*, 21 journalistes ont été arrêtés durant les premiers mois de 2017, principalement suite à des plaintes adressées par des officiels. Selon *Article 19*, **76 journalistes ont été arrêtés, en 2017, et plus de 90 militants ou journalistes l'ont été, en 2018, en application de la section 57**²⁶.

²⁰ *Dhaka Tribune*, « Number of ICT cases on the rise again », 10 août 2018

²¹ Global Voices Adox, *Netizen Report: Authorities in China and Indonesia Threaten Whatsapp, Telegram Over Political Content*, 20 juillet 2017 ; *Dhaka Tribune*, « Number of ICT cases on the rise again », 10 août 2018

²² *The Independent*, « Section 57 to be scrapped », 30 novembre 2017 ; *Op. cit.* Centre for Law and Democracy

²³ *Dhaka Tribune*, « Number of ICT cases on the rise again », 10 août 2018

²⁴ *Op.cit. The Independent*

²⁵ *Access Now, Journalists, activists in Bangladesh arrested under ICT Act for posting on social media*, 10 août 2018

²⁶ *Article 19, Bangladesh : Release of Shahidul Alam must be followed by dropping of charges and reform of repressive laws*, 21 novembre 2018

Dans un article du journal local bangladais *Jago News*, le militant des droits de l'homme et avocat, Jatirmoy Barua, a déclaré en juillet 2017 :

« La section 57 de l'*ICT Act* est devenu un outil pour persécuter les journalistes, car nombre d'entre eux utilisent Internet et les réseaux sociaux pour partager ou publier leurs articles. Les publications critiques dans les livres ou les magazines ne sont pas ciblées. Les mêmes publications, partagées sur le web, sont ciblées. Il n'y a pas de contrôle [...] **Toute publication partagée en ligne peut faire l'objet de poursuites si quiconque a le sentiment d'être attaqué ou ciblé.** »²⁷

Dans son rapport 2014/2015, *Amnesty International* indique que **les journalistes ciblés sur le fondement de l'article 57 de l'*ICT Act*, sont physiquement menacés par des agences de sécurité, des appels téléphoniques ou des messages adressés à la direction de leur média**²⁸.

2.2. Des exemples d'individus poursuivis sur le fondement de la section 57 de l'*ICT Act* et du *Digital Security Bill Act*

Plusieurs sources détaillent les nombreux cas d'individus arrêtés dans le cadre de l'application de l'*ICT Act* et/ou de sa section 57.

Selon l'ONG *Human Rights Watch*, **les principales personnes arrêtées sont des journalistes, des utilisateurs du réseau social Facebook, des journalistes, des militants des droits de l'homme qui ont critiqué le gouvernement sur différents réseaux sociaux ou dans les médias.** La majorité des chefs d'accusation concerne les critiques envers le gouvernement, la diffamation et le blasphème religieux²⁹.

Plusieurs médias indiquent que **le photjournaliste Shahidul Alam** a été arrêté³⁰ et détenu du 5 août 2018 au 15 novembre 2018, pour avoir diffusé des vidéos en ligne des manifestations de lycéens, réclamant des « routes sûres »³¹ suite à la mort de deux de leurs camarades, tués par un bus à Dacca, le 29 juillet 2018³². Il aurait également répondu à une interview d'*Al Jazeera*³³. Sous assistance médicale, il aurait été privé de traitement durant sa période de détention³⁴. Au total, plus de 40 journalistes ont subi des violences ou ont été arrêtés en marge de ces manifestations³⁵, qui ont débuté le 29 juillet 2018³⁶.

Egalement accusée d'avoir propagé de fausses rumeurs concernant ces manifestations, qui se sont déroulées du 29 juillet au 8 août 2018, sur le réseau social Facebook, **l'actrice Quazi Nawshaba Ahmed** a été arrêtée, selon les dispositions de l'article 57, le 4 août 2018³⁷.

Selon un article du *Dhaka Tribune*, **les autorités de la cybersécurité ont scruté plus de 1 500 profils sur différents réseaux sociaux, dont 150 sont considérés comme actifs et entre 80 et 90 comme particulièrement actifs, dans le cadre de ces**

²⁷ *Jago News*, « L'article 57 a supprimé la liberté d'expression » (৫৭ ধারা বাকস্বাধীনতার পথ রুদ্ধ করে দিচ্ছে en bengali), 10 juillet 2017

²⁸ Amnesty International, *Report 2014/2015, Bangladesh*, 2015, p.73,

²⁹ Human Rights Watch, *No place for criticism, Bangladesh Crackdown on Social Media Commentary*, 9 mai 2018

³⁰ *Op.cit.* Accès Now ; *Op.cit.* Article 19

³¹ *Op.cit.* Scroll.in

³² *Dhaka Tribune*, « Number of ICT cases on the rise again », 10 août 2018,

³³ *Op.cit.* Article 19

³⁴ *Ibid.*

³⁵ *Ibid.*

³⁶ *Dhaka Tribune*, « Dhaka streets appear deserted », 5 août 2018

³⁷ *Dhaka Tribune*, « Nawshaba remanded for two more days », 10 août 2018

manifestations³⁸. Sur le fondement de l'article 57, la *Dhaka Metropolitan Police* a engagé des poursuites contre 150 de ces profils pour « diffusion de fausses rumeurs et de propagande afin d'instaurer l'anarchie »³⁹. 11 individus ont été arrêtés, a déclaré le Commissaire à la cybersécurité, Md Alimuzzaman⁴⁰.

En avril 2013, des médias ont relaté l'arrestation de plusieurs blogueurs qui auraient critiqué le fanatisme religieux⁴¹ : Asif Mohiuddin, Mashiur Rahman Biplob, Subrata Adhikari Shuvo et Rasel Parvez⁴². Selon *Human Rights Watch*, la Haute Cour a prononcé leur libération sous caution un mois après ces arrestations⁴³.

Accusé d'avoir publié des commentaires offensants envers la Première ministre Sheikh Hasina, le blogueur AKM Wahiduzzaman a été arrêté en 2013. Incriminé en 2014, il se serait caché à partir de 2015⁴⁴. Après sa libération, il a déclaré à *The Guardian*, en 2017 :

« Les individus comme nous, qui écrivons sur des blogs ou sur les réseaux sociaux sommes toujours sous la menace. Ceux qui écrivent contre le gouvernement sont menacés sur le fondement de la section 57 et sont arrêtés, détenus et torturés par la police. Et ceux qui écrivent contre la religion sont menacés par les fanatiques de ces religions »⁴⁵.

Condamné pour avoir créé des chansons parodiques à l'encontre de la Première ministre et de son père, Tonmoy Molick a été incarcéré pour accomplir une peine d'emprisonnement de 7 ans, en septembre 2014⁴⁶.

En 2015, un journaliste à la retraite, Probir Sikder, a déclaré, sur *Facebook*, être menacé par un ministre, un homme d'affaires et un ancien criminel de guerre⁴⁷. Arrêté par la police à la suite de la plainte d'un responsable de la Ligue Awami pour « avoir terni l'image » dudit ministre, il a été emprisonné et était toujours détenu en juillet 2018⁴⁸.

En 2018, sept plaintes ont été déposées par des membres de la Ligue Awami contre d'anciens parlementaires du parti, sur le fondement de la section 57⁴⁹. Ceux-ci ont été accusés d'avoir divulgué de fausses rumeurs sur *Facebook* concernant le ministre de la Justice et d'avoir publié des propos insultants envers le « Père de la Nation », Bangabandhu Sheikh Mujibur Rahman, et sa fille, l'actuelle Première ministre, Sheikh Hasina⁵⁰.

Publié le 11 janvier 2019 par *Courrier International*, un article du *Bangla Tribune* décrit l'arrestation et la condamnation à une peine de sept ans d'emprisonnement d'un citoyen bangladais, pour avoir retouché au moyen d'un logiciel de dessin une photographie de Sheikh Hasina, avant de la publier sur le web. Deux autres individus, accusés d'avoir diffusé ces images et d'autres photographies retouchées de l'ancien président du Bangladesh, Mohammad Zillur Rahman, ont pourtant été acquittés par la Haute Cour⁵¹.

³⁸ *Dhaka Tribune*, « DMP taking steps against 150 social media IDs », 14 août 2018

³⁹ *Ibid.*

⁴⁰ *Ibid.*

⁴¹ *Op.cit.* Mohammad Badruzzaman ; *op.cit.* *Scroll.in*

⁴² *Op.cit.* Article 19 ; *Op.cit.* Mohammad Badruzzaman

⁴³ *Op.cit.* Human Rights Watch ; *Op.cit.* Reporters sans frontières

⁴⁴ Freedom House, *Freedom on the Net 2015 – Bangladesh*, 2015

⁴⁵ *The Guardian*, « Bangladeshi editor who faced 83 lawsuits says press freedom under threat », 18 mai 2017

⁴⁶ *Op.cit.* Freedom House

⁴⁷ *The Diplomat*, « Why Bangladesh's journalists live in fear », 11 juillet 2017,

⁴⁸ International Press Institute, *Bangladesh: Abuse of cyber law finds no limit*, 25 juillet 2018,

⁴⁹ *Dhaka Tribune*, « Seven cases lodged under ICT Act for slandering law minister », 2 mai 2018

⁵⁰ *Ibid.*

⁵¹ *Courrier International*, « Sept ans de prison pour avoir détourné une photo de la Première ministre », 11 janvier 2019

En 2019, l'éditeur du *Dakua* (un média régional), Shahim Bin Sattar, a porté plainte contre la directrice de l'école pour filles de Shaikupa, Dilara Yasmin, qui aurait propagé des fausses rumeurs et des insultes, à la suite de la publication d'un article dénonçant les pratiques de corruption dans l'établissement. Soutenu par deux autres journalistes eux aussi attaqués, Asif Iqbal et Rahman Milton, Shahim Bin Sattar a fourni des captures d'écran aux forces de police, qui lui ont conseillé de poursuivre Dilara Yasmin sur le fondement du *Digital Security Act*⁵².

Le 2 janvier 2019, la police a arrêté un correspondant du *Dhaka Tribune*, Hedait Hossain Molla, et un journaliste du *Daily Manabzamin*, Rashidul Islam, accusés d'avoir publié de fausses informations concernant les résultats des élections législatives de 2018.

Human Rights Watch, dans un article consacré à la section 57, a présenté les cas suivants d'arrestation :

Le 26 septembre 2015, **deux internautes, Mohan Kumar Mondal et Shawkat Hossain ont été arrêtés après le dépôt d'une plainte par un militant de la Ligue Awami contre une de leurs publications « attaquant les croyances des musulmans » sur Facebook**. Ces internautes accusaient l'Arabie saoudite d'avoir organisé une bousculade autour de la *kiswa*, provoquant la mort de centaines de fidèles, en marge du pèlerinage à la Mecque. Détenus pendant près de deux mois, ils ont été libérés par le « cybertribunal » le 23 novembre 2015⁵³.

Le blogueur Limon Fakir a été arrêté, en avril 2017, à la suite d'attaques d'un autre blogueur, Asaduzzman Noor, qui l'a accusé d'avoir publié des propos « blasphématoires envers le prophète Mahomet » sur les réseaux sociaux. Tous deux ont été finalement arrêtés. La Haute Cour a refusé leur libération, lors d'une audience tenue en avril 2018⁵⁴.

Le directeur et le secrétaire de l'organisation non-gouvernementale (ONG) des droits de l'homme *Odhikar*, Nasiruddin Elan et Adilur Rahman Khan, ont été arrêtés le 10 août 2013 sur le fondement de la section 57. Ils ont été accusés de « **rompre la cohésion sociale** » ainsi que de « **conspirer contre l'Etat** », en raison de la publication d'un rapport qui recense les individus assassinés en marge des manifestations du mouvement *Hefazet-e-islami*⁵⁵ en mai 2013.

Le 27 août 2016, Dilip Roy, un étudiant engagé dans un parti d'opposition, a été visé par une plainte de la section étudiante de la Ligue Awami de l'université de Rajshahi pour une publication sur *Facebook* dans laquelle il aurait déclaré : « Je ne pourrais jamais appeler un chien 'Ligue Awami' car ce serait honteux d'être appelé ainsi ». Présenté comme une menace envers la Première ministre, sa famille et la Ligue Awami, l'étudiant est resté en détention jusqu'à sa **libération sous caution** accordée par la Haute Cour, trois mois plus tard⁵⁶.

Le 1^{er} septembre 2016, l'éditeur du *Dainik Shiksha* (quotidien bangladais dédié à l'actualité sur l'éducation) a été arrêté à Dacca à la suite de la **publication d'articles dénonçant les pratiques de corruption** dans l'un des services du ministère de l'Éducation. Son ancienne directrice a déposé une plainte pour « diffamation envers sa personne et la nation » et pour « entrave à la loi et à l'ordre dans le pays »⁵⁷.

⁵² *Dhaka Tribune*, « Head teacher charged under Digital Security Act », 2 avril 2019

⁵³ *Op.cit.* Human Rights Watch

⁵⁴ *Ibid.*

⁵⁵ *Ibid.*

⁵⁶ *Ibid.*

⁵⁷ *Ibid.*

Le 5 septembre 2016, la police a arrêté le cheminot Shahadat Hossen Khondaker, à la suite de « **publications antigouvernementales** » sur *Facebook*. Il aurait critiqué le procès abusif de Mir Quasem Ali, accusé de crimes durant la Guerre de Libération du Bangladesh, en 1971. Il a été détenu pendant 11 mois, avant que sa libération ne soit prononcée par la Haute Cour en août 2017⁵⁸.

Le 13 avril 2017, Monirul Islam, un ouvrier d'une plantation de caoutchouc à Srimongol a été arrêté, après avoir « aimé » et « partagé » une publication d'un ami sur *Facebook*, qui **critiquait la visite de la Première ministre, Sheikh Hasina Wazed, en Inde**. Il aurait affirmé qu'elle était « à la recherche de pouvoir pour remporter l'élection à venir »⁵⁹. Accusé de diffamation, il a été condamné et détenu pendant plus de trois mois, avant d'être relaxé par la Haute Cour en juillet 2017, tandis que l'auteur de la publication vivrait dans la clandestinité⁶⁰.

En janvier 2019, deux journalistes du *Dhaka Tribune* ont été arrêtés sur le fondement du *Digital Security Bill Act*, accusés d'avoir « **publié de fausses informations** » concernant des irrégularités dans les élections législatives de 2018, remportées largement par le parti de Sheikh Hasina⁶¹.

En juin 2017, le professeur Afsan Chowdhury a été poursuivi sur le fondement de la section 57, après avoir accusé le lieutenant-général Masud Uddin Chowdhury, retraité, d'être le père de l'un des accusés d'une affaire de viol, dans une publication sur *Facebook*⁶². Il est accusé d'avoir « **porté préjudice à l'image de l'Etat** ». Relâché depuis, son compte *Facebook* a été supprimé, à la demande de l'ancien militaire⁶³.

En septembre 2018, un professeur de l'université de Chittagong, Maidul Islam, a été arrêté puis détenu, en application de la section 57⁶⁴. Soutenant publiquement sur *Facebook* le mouvement étudiant pour la réforme des procédures de recrutement du secteur public, il a été l'objet d'une plainte déposée par l'ancien leader de la Ligue Chhatra, Iftekharul Islam, pour **diffamation à l'égard de Sheikh Hasina**⁶⁵.

⁵⁸ *Ibid.*

⁵⁹ *Ibid.*

⁶⁰ *Ibid.*

⁶¹ *The Guardian*, « Bangladeshi journalist arrested for reporting election irregularities », 2 janvier 2019

⁶² *New Age Bangladesh*, « Afsan Chowdhury gets bail in case under Sec 57 », 11 juillet 2017

⁶³ *Dhaka Tribune*, « Legal notice served to block Afsan Chowdhury's Facebook ID », 12 juin 2017

⁶⁴ Op.cit. Freedom House

⁶⁵ *Bdnews24.com*, « Court orders Chittagong University teacher Maidul Islam to jail in ICT case », 24 septembre 2018

Bibliographie

Sites web consultés en mai 2019

Institution internationale

Organisation des Nations-unies, *Pacte international relatif aux droits civils et politiques*, 23 mars 1976, <https://www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/CCPR.aspx>

Institutions nationales

Bangladesh Gazette (Journal officiel), *Digital Security Act 2018*, 8 octobre 2018
<https://www.cirt.gov.bd/wp-content/uploads/2018/12/Digital-Security-Act-2018-English-version.pdf>

Bangladesh National Parliament, *ICT Act 2006, article 57*, octobre 2006
<http://www.icnl.org/research/library/files/Bangladesh/comm2006.pdf>

Organisations non-gouvernementales (ONG)

Article 19, *Bangladesh : Release of Shahidul Alam must be followed by dropping of charges and reform of repressive laws*, 21 novembre 2018,
<https://www.article19.org/resources/bangladesh-release-of-shahidul-alam-must-be-followed-by-dropping-of-charges-and-reform-of-repressive-laws/>

Freedom House, *Freedom on the Net 2018 – Bangladesh*, 1^{er} novembre 2018,
https://www.refworld.org/docid/5be16b2513.html#_ftn61

Amnesty International, *Bangladesh : New Digital Security Act imposes dangerous restrictions on freedom of expression*, 20 septembre 2018,
<https://www.amnesty.org/en/latest/news/2018/09/bangladesh-new-digital-security-act-imposes-dangerous-restrictions-on-freedom-of-expression/>

Acces Now, *Journalists, activists in Bangladesh arrested under ICT Act for posting on social media*, 10 août 2018, <https://www.accessnow.org/bangladesh-ict-act/>

International Press Institute, *Bangladesh: Abuse of cyber law finds no limit*, 25 juillet 2018,
<https://ipi.media/bangladesh-abuse-of-cyber-law-finds-no-limit/>

Human Rights Watch, *No place for criticism, Bangladesh Crackdown on Social Media Commentary*, 9 mai 2018, <https://www.hrw.org/report/2018/05/09/no-place-criticism/bangladesh-crackdown-social-media-commentary>

Ifex, *Bangladesh's ICT Act paved the way for hundreds of lawsuits over online speech*, 21 juillet 2017, <https://www.ifex.org/bangladesh/2017/07/21/ict-act-lawsuits/>

Global Voices Adox, *Netizen Report: Authorities in China and Indonesia Threaten Whatsapp, Telegram Over Political Content*, 20 juillet 2017,
<https://advox.globalvoices.org/2017/07/20/netizen-report-authorities-in-china-and-indonesia-threaten-whatsapp-telegram-over-political-content/>

Amnesty International, *Report 2014/2015, Bangladesh*, 2015, p.73,
https://www.justice.gov/sites/default/files/pages/attachments/2015/05/18/amnesty-international_2014_bangladesh.pdf

Freedom House, *Freedom on the Net 2015 – Bangladesh*, 2015,
<https://freedomhouse.org/report/freedom-net/2015/bangladesh#ref46>

International Commission of Jurists, *Briefing Paper on the amendments to the Bangladesh Information Communication Technology Act 2006*, novembre 2013
<https://www.icj.org/wp-content/uploads/2013/11/ICT-Brief-Final-Draft-20-November-2013.pdf>

Ain o Salish Kendra, *ICT (Amendment) Act, 2013 : Right to Information and Freedom of Expression under Threat*, 9 octobre 2013
<https://www.askbd.org/ask/2013/10/09/ict-amendment-act-2013-information-freedom-expression-threat/>

Reporters sans frontières, *Le blogueur Asif Mohiuddin libéré sous caution mais toujours poursuivi pour blasphème*, 28 juin 2013, <https://rsf.org/fr/actualites/le-blogueur-asif-mohiuddin-libere-sous-caution-mais-toujours-poursuivi-pour-blaspheme>

Articles scientifiques

Abir Hossain Talukder, « Cyber Tribunal and Cyber Appellate Tribunal in Bangladesh », 14 avril 2018, <https://fr.slideshare.net/AbirHossainTalukder/cyber-tribunal-and-cyber-appellate-tribunal-in-bangladesh>

Mohammad Badruzzaman, *Controversial Issues of Section-57 of the ICT Act, 2006: A Critical Analysis and Evaluation*, OSR Journal Of Humanities And Social Science (IOSR-JHSS), 01/2016, Vol. 21, n°1, Ver.II, p. 62-71,
<http://www.iosrjournals.org/iosr-jhss/papers/Vol.%2021%20Issue1/Version-2/L021126271.pdf>

Dr. Mohammad Mahbubur Rahman, *Amendment of section 57 of Information and Communication Technology Act: Legal Analysis*, 07/09/2013, CIRDAP Auditorium, Dhaka,
<https://www.blast.org.bd/content/news/Talking%20Points-english.pdf>

Centres de recherche/think tank

Centre for Law and Democracy, *Bangladesh, Analysis of the Draft Digital Security Act*, mai 2018,
https://www.law-democracy.org/live/wp-content/uploads/2018/05/Bangladesh.Digital-Security-Analysis.18-05.final_.pdf

Médias

Dhaka Tribune, 3% conviction rate of cybercrime in Bangladesh, 20 avril 2019, <https://www.dhakatribune.com/cybersecurity/2019/04/20/3-conviction-rate-of-cybercrime-in-bangladesh>

Dhaka Tribune, Dhaka Tribune journalist Hedait's bail extended, 29 janvier 2019, <https://www.dhakatribune.com/bangladesh/court/2019/01/29/dhaka-tribune-journalist-hedait-s-bail-extended-2>

Dhaka Tribune, Dhaka Tribune journalist Hedait's bail extended, 14 janvier 2019, <https://www.dhakatribune.com/bangladesh/court/2019/01/14/dhaka-tribune-journalist-hedait-s-bail-extended>

Courrier International, « Sept ans de prison pour avoir détourné une photo de la Première ministre », 11 janvier 2019, <https://www.courrierinternational.com/article/bangladesh-sept-ans-de-prison-pour-avoir-detourne-une-photo-de-la-premiere-ministre>

The Guardian, Bangladeshi journalist arrested for reporting election irregularities, 2 janvier 2019, <https://www.theguardian.com/world/2019/jan/02/bangladeshi-journalist-arrested-over-election-irregularities-reporting>

Dhaka Tribune, BNP's Kushtia 4 candidate sued under Digital Security Act , 18 décembre 2018, <https://www.dhakatribune.com/bangladesh/election/2018/12/18/bnp-s-kushtia-4-candidate-sued-under-digital-security-act>

The Daily Star, Digital Security Bill passed, 2 octobre 2018, <https://www.thedailystar.net/politics/bangladesh-jatiya-sangsad-passes-digital-security-bill-2018-amid-concerns-journalists-1636114>

Bdnews24.com, Court orders Chittagong University teacher Maidul Islam to jail in ICT case, 24 septembre 2018, <https://bdnews24.com/bangladesh/2018/09/24/court-orders-chittagong-university-teacher-maidul-islam-to-jail-in-ict-case>

Scroll.in, How Bangladesh's Section 57 allows the state to gag free speech in the name of law and order, 16 août 2018, <https://scroll.in/article/890343/how-bangladeshs-section-57-allows-the-state-gag-free-speech-in-the-name-of-law-and-order>

Dhaka Tribune, DMP taking steps against 150 social media IDs, 14 août 2018, <https://www.dhakatribune.com/bangladesh/dhaka/2018/08/14/dmp-taking-steps-against-150-social-media-ids>

Dhaka Tribune, Headmaster held in Kushtia over derogatory comments about PM, 14 août 2018, <https://www.dhakatribune.com/bangladesh/nation/2018/08/14/headmaster-held-in-kushtia-over-derogatory-comments-about-pm>

Dhaka Tribune, The question of section 57, 10 août 2018, <https://www.dhakatribune.com/bangladesh/law-rights/2018/08/10/the-question-of-section-57>

Dhaka Tribune, Number of ICT cases on the rise again, 10 août 2018, <https://www.dhakatribune.com/bangladesh/law-rights/2018/08/10/number-of-ict-cases-on-the-rise-again>

Dhaka Tribune, Nawshaba remanded for two more days, 10 août 2018, <https://www.dhakatribune.com/bangladesh/court/2018/08/10/nawshaba-remanded-for-two-more-days>

Dhaka Tribune, Seven cases lodged under ICT Act for slandering law minister, 2 mai 2018, <https://www.dhakatribune.com/bangladesh/politics/2018/05/02/seven-cases-lodged-ict-act-slandering-law-minister>

The Daily Star, Digital Security bill placed in JS amid concern, 10 avril 2018, <https://www.thedailystar.net/frontpage/digital-security-bill-placed-js-amid-concern-1560637>

Bdnews24.com, Controversial ICT Act's Section 57 morphing into proposed Digital Security Act, 29 janvier 2018, <https://bdnews24.com/bangladesh/2018/01/29/controversial-ict-acts-section-57-morphing-into-proposed-digital-security-act>

The Independent, Section 57 to be scrapped, 30 novembre 2017, <http://www.theindependentbd.com/post/125991>

The Daily Star, DU teacher sues colleague under section 57, 13 juillet 2017, <https://www.thedailystar.net/city/dhaka-university-teacher-sues-colleague-mass-communication-and-journalism-under-section-57-ict-act-1432723>

The Diplomat, Why Bangladesh's journalists live in fear, 11 juillet 2017, <https://thediplomat.com/2017/07/why-bangladeshs-journalists-live-in-fear/>

New Age Bangladesh, Afsan Chowdhury gets bail in case under Sec 57, 11 juillet 2017, <http://www.newagebd.net/article/19443/afsan-chowdhury-gets-bail-in-case-under-sec-57>

Jago News, « L'article 57 a supprimé la liberté d'expression » (৫৭ ধারা বাকস্বাধীনতার পথ রুদ্ধ করে দিচ্ছে en bengali), 10 juillet 2017, <https://www.jagonews24.com/special-reports/news/303301>

Dhaka Tribune, Legal notice served to block Afsan Chowdhury's Facebook ID, 12 juin 2017, <http://www.dhakatribune.com/bangladesh/court/2017/06/11/legal-notice-block-afsan-facebook/>

The Guardian, Bangladeshi editor who faced 83 lawsuits says press freedom under threat, 18 mai 2017, <https://www.theguardian.com/world/2017/may/18/it-all-depends-on-how-i-behave-press-freedom-under-threat-in-bangladesh>

The Daily Star, HC questions legality of Section 57, 1^{er} septembre 2015, <https://www.thedailystar.net/country/hc-questions-legality-section-57-136120>

Daily Sangram, "Regarding the political application of the Information and Communication Technology (ICT) (Amendment) Act, 2013", (তথ্য ও যোগাযোগ প্রযুক্তি (আইসিটি) (সংশোধন) আইন, ২০১৩ এর রাজনৈতিক প্রয়োগ প্রসঙ্গে), 12 novembre 2013, <http://www.dailysangram.com/post/131837>

The Daily Star, Editor's council formed, 26 mai 2013, <https://www.thedailystar.net/news/editors-council-formed>